

***relative au régime des études et contrôle des connaissances de la Licence
domaine Droit, Economie, Gestion mention Administration Economique et Social parcours
type Ressources Humaines – cycle de formation continue***
3^{ème} année
année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Economie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale parcours type Ressources Humaines cycle de Formation Continue,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté d'Administration et Communication en date du 13 octobre 201

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la Licence domaine Droit, Economie, Gestion mention Administration Economique et Social parcours type Ressources Humaines – cycle de formation continue, 3^{ème} année sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - La licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale, parcours type Ressources Humaines cycle de Formation Continue, est une formation universitaire généraliste permettant aux stagiaires d'acquérir des connaissances et des compétences en administration et gestion des entreprises nécessaires à l'exercice des fonctions cadre, de dirigeant de TPE/PME.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 - L'inscription annuelle à la 3ème année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale, parcours type Ressources Humaines, est ouverte de plein droit en formation continue aux personnes ayant validé les quatre premiers semestres (120 ECTS) d'une licence AES, sciences économiques, droit ou gestion (Formation Initiale, Formation Continue, Validation des Acquis de l'Expérience, Validation des Etudes Supérieures).

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, la sélection en vue de l'admission en Licence 3 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à un entretien préalable et/ou à l'acquisition de certains prérequis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert :

- aux personnes titulaires d'un diplôme universitaire de niveau jugé équivalent après décision de validation de la Présidente de l'Université, ou aux personnes admises après validation de leur parcours antérieur selon le dispositif mentionné dans le décret n°85-906 du 23 août 1985 : titulaires au minimum d'un baccalauréat et ayant exercé, au cours d'au moins trois années, des responsabilités dans le domaine de la gestion ou des ressources humaines.
- aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée à la majorité des membres du jury du diplôme.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5. Organisation de la formation

5.1 - La 3ème année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale, parcours type Ressources Humaines cycle de Formation Continue, est structurée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement, le second semestre, 3 unités d'enseignement, totalisant chacun 30 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

5.2 - La formation peut être suivie sur 1 ou 2 années universitaires. Dans le cas où elle est suivie sur 2 années, le semestre 5 sera suivi la première année et le semestre 6, la deuxième année.

5.3 - Etant donné que la licence s'adresse à un public de formation continue et que la totalité du cursus est réalisable sur deux années universitaires, chaque semestre se déroule sur la totalité de l'année universitaire. Il est possible de suivre les deux semestres en parallèle sur une année universitaire.

ARTICLE 6. Obligation d'assiduité

6.1 - La présence aux enseignements est obligatoire.

ARTICLE 7. Module vie professionnelle et stage

7.1 - Pour les demandeurs d'emploi pris en charge dans le cadre du CPRDF, un stage d'insertion doit être réalisé en alternance, d'une durée minimale de 10 semaines. Ce stage peut, le cas échéant et sur demande expresse et circonstanciée du candidat, être remplacé par un mémoire sur une thématique donnée par le responsable pédagogique.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Chaque matière donne lieu à une note de contrôle continu. Cette note est prise en compte pour le tiers de la note terminale dans la matière.

9.2 - Chaque matière est sanctionnée par un examen (cf maquette en annexe).
Pour les épreuves écrites, la durée de l'examen sera déterminée par l'enseignant responsable du cours en accord avec le responsable pédagogique de la formation et ne peut être inférieure à 1h30. La note d'examen est prise en compte pour les deux tiers de la note terminale de la matière.

Toutes les matières donnent lieu à une note terminale sur 20.

Chaque matière est définitivement acquise et capitalisable lorsque la note obtenue est au moins égale à la moyenne.

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, le stagiaire est considéré comme défaillant. Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

9.3 - La note attribuée à chaque U.E. correspond à la moyenne pondérée des notes finales (sur 20) obtenues dans les matières qui la composent.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Les semestres non validés font l'objet d'une seconde session qui se déroule selon les règles suivantes :

- maintien des notes de contrôle continu,
- maintien des notes supérieures ou égales à la moyenne obtenues dans les différentes matières constitutives des UE,
- session de rattrapage pour les examens relevant des matières dans lesquelles les notes obtenues ont été inférieures à la moyenne,
- Lorsque le résultat de l'UE est inférieur à la moyenne, ne sont acquises que les matières dont les notes sont supérieures ou égales à la moyenne

10.2 - Les modalités d'évaluation sont les mêmes à la première et à la deuxième session.

10.3 - La seconde session n'est accessible qu'aux candidats ayant obtenu une moyenne au semestre supérieure ou égale à 8/20 à la première session. Sont également admis à se présenter en session de rattrapage les stagiaires qui n'ont pu composer à la session initiale du fait d'un cas de force majeure. Pour bénéficier de cette disposition, le stagiaire devra déposer sa demande au plus tard 10 jours après la fin des épreuves de la session 1.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11. Condition de validation des unités et des semestres

11.1 - Les semestres, U.E. et matières sont capitalisables.

11.2 - Chaque U.E. est validée soit individuellement soit par compensation : Chaque U.E. est validée individuellement lorsque la note obtenue est au moins égale à la moyenne.

Chaque semestre est validé individuellement.

La compensation est validée entre les deux semestres consécutifs du même niveau, sans note éliminatoire.

11.3 - Pour chaque semestre, les dates de délibération semestrielles sont fixées en juin de chaque année pour la première session et en septembre pour la deuxième session.

Tout candidat déclaré défaillant ne peut bénéficier du dispositif de compensation pour l'obtention du semestre ou de l'année.

ARTICLE 12. Conditions d'attribution d'une mention

12.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 13. Délivrance du diplôme

13.1 - Dans la mesure où les six semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de licence donne lieu aux mentions suivantes :

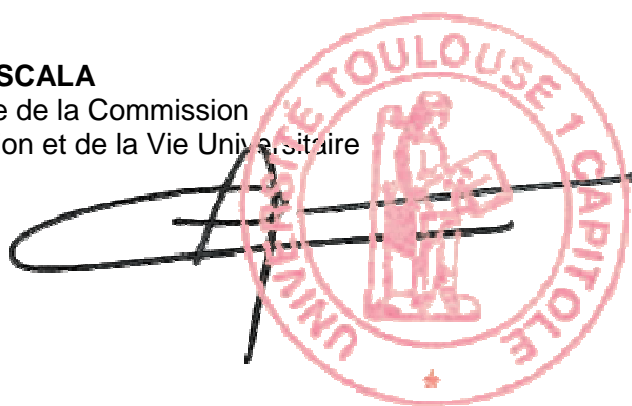
- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

13.2 - La moyenne au diplôme et la mention qui en découle sont calculées uniquement à partir des notes des semestres 5 et 6.

Toulouse, le 22 août 2018

Corinne MASCALA

La présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire



PJ : annexe

Semestre 5	Enseignement	statut enseignement(1)	Crédits 30	CM	Modalité d'évaluation	Coeffi cient	Total points UE	Total crédits UE
Unités								
UE 1							45	9
	Macroéconomie	obligatoire	4	45	Ecrit (1h30 min) + CC	1	20	
	Fonctionnement des marchés et économie du travail	obligatoire	5	45	Ecrit (1h30 min) + CC	1,25	25	
UE 2							45	9
	Comptabilité analytique et contrôle de gestion	obligatoire	5	51	Ecrit (1h30 min) + CC	1,25	25	
	Introduction au droit privé et droit des contrats	obligatoire	4	36	Oral + CC	1	20	
UE 3							60	12
	Droit des rapports collectifs du travail	obligatoire	4	24	Oral + CC	1	20	
	Politiques publiques de l'emploi	obligatoire	4	24	Oral + CC	1	20	
	Protection sociale	obligatoire	4	24	Ecrit (1h30 min) + CC	1	20	
TOTAL				249				
Semestre 6	Enseignement		Crédits 30	CM		Coeffi cient	Total points UE	Total crédits UE
Unités								
UE 4							50	10
	Informatique	obligatoire	5	60	Ecrit (1h30 min) + CC	1,25	25	
	Droit de l'Union Européenne	obligatoire	5	36	Oral + CC	1,25	25	
UE 5							50	10
	Droit des Sociétés	obligatoire	5	36	Oral + CC	1,25	25	
	Droit du Travail	obligatoire	5	36	Ecrit (1h30 min) + CC	1,25	25	
UE 6							50	10
	Gestion des ressources humaines et problématiques salariales	obligatoire	5	51	Ecrit (1h30 min) + CC	1,25	25	
	Organisation des entreprises	obligatoire	5	36	Oral + CC	1,25	25	
TOTAL				255			300	

(1)obligatoire-optionnel-facultatif

(2)éventuellement